Le libéralisme à l'école

Malesherbes et la réforme des études (1780-1787)

Liberalism in School. Malesherbes and Education Reform.

Valérie André

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/aes/2767>

DOI : 10.4000/aes.2767

ISSN : 2258-093X

Éditeur

Laboratoire LISAA

Référence électronique

Valérie André, « Le libéralisme à l'école », *Arts et Savoirs* [En ligne], 13 | 2020, mis en ligne le 01 juin 2020, consulté le 19 juin 2020. URL : <http://journals.openedition.org/aes/2767> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/aes.2767>

Ce document a été généré automatiquement le 19 juin 2020.

Centre de recherche LISAA (Littératures SAVoirs et Arts)

Le libéralisme à l'école

Malesherbes et la réforme des études (1780-1787)

Liberalism in School. Malesherbes and Education Reform.

Valérie André

- 1 Le 27 novembre 1780, Chrétien-François II de Lamoignon de Basville, premier président au parlement de Paris, exilé avec les autres parlementaires à l'occasion du coup d'État du chancelier Maupeou en 1771, futur garde des sceaux de Louis XVI, écrit à son cousin Chrétien-Guillaume de Lamoignon de Malesherbes : « Je viens d'achever, Cousin, la copie de ce que vous avez bien voulu faire pour moi, sur le projet qu'on avait avant la fin du parlement de travailler à la [...] réforme de l'Université [...]. »¹ De toute évidence, les deux hommes s'étaient déjà entretenus sur cette question délicate qui agitait l'opinion depuis de longs mois, mais nous n'avons gardé aucune trace d'un échange épistolaire antérieur à ce billet de novembre. Le président Lamoignon avait donc fait appel à son aîné de quatorze ans pour l'aider à voir clair dans les projets de réforme de l'enseignement, envisagés par le parlement de Paris au lendemain de l'expulsion des jésuites, le 26 novembre 1764.
- 2 Malesherbes avait de l'expérience : substitut du procureur général à 23 ans à peine, il était devenu conseiller au Parlement dès l'année suivante, avant d'être nommé président de la prestigieuse Cour des aides et directeur de la Librairie de France en 1750. Partageant la disgrâce des Parlements, il avait été condamné à l'exil sur ses terres pour avoir osé braver l'absolutisme royal et le despotisme ministériel en adressant au souverain les célèbres Remontrances de 1771, suivies en 1775 par les Grandes Remontrances adressées cette fois au jeune Louis XVI, fraîchement monté sur le trône². Devenu, bien malgré lui, ministre de la maison du roi, il était ferré aux questions administratives et à la difficile gestion des « ressources humaines » dans un système politique fondé sur le respect des privilèges. Démissionnaire onze mois après sa nomination, il était depuis quelques années déjà rendu à l'« anonymat » rustique et, retiré dans son château du Loiret, il pouvait s'adonner enfin sans compter à la lecture, à sa chère botanique, aux voyages dans le Sud-Ouest, en Hollande et en Suisse, sans oublier de travailler à l'épineux dossier des protestants que lui avait confié le roi. Humaniste libéral, Malesherbes incarne les valeurs des Lumières et de la justice qu'il

s'efforça de défendre jusqu'à sa fin tragique, en 1794. Rien d'étonnant donc à ce que son parent cherchât à recueillir ses observations sur des réformes appelées à bouleverser de fond en comble le fonctionnement des institutions scolaires.

- 3 Il n'est pas inutile, sans doute, de rappeler en quelques lignes comment fonctionnaient les universités sous l'Ancien Régime et de retenir quelques dates³. L'université française repose sur une organisation ancestrale héritée du XIII^e siècle. Elle compte quatre facultés : théologie, arts, droit canon et médecine. Un fait remarquable mérite d'être souligné : il n'y a pas de distinction entre l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur, tous deux sont dévolus à l'Université. La plupart des étudiants n'ayant pas les revenus nécessaires pour payer leurs études, on décida de créer un système de bourses pour financer le cursus des plus indigents. Ces derniers vivent en commun dans des établissements appelés collèges – l'un des plus anciens fut fondé par Robert de Sorbon, mieux connu depuis sous le nom de Sorbonne –, et dans les pédagogies, des pensionnats apparus au XV^e siècle, destinés aux élèves plus jeunes de la faculté des arts. Protégée par les rois, l'université de Paris règne en maître, même si d'autres universités voient le jour dans quelques villes de province. Le monopole exclusif dont elle jouit l'autorise à demeurer fidèle à la vieille scolastique, en dépit de nombreux projets de réforme de ses statuts, notamment sous le règne de Charles VII.
- 4 Lorsqu'il monte sur le trône en 1515, François I^{er} a vingt ans à peine mais il est déjà acquis aux idées de la Renaissance. Il s'entoure d'artistes et d'intellectuels de renom qui renforcent son humanisme et sa soif de connaissance. Parmi eux, Guillaume Budé, que François nomme intendant de la Bibliothèque Royale, et qui le convainc d'instituer un collège de lecteurs royaux, sur le modèle du collège des trois langues de Louvain, créé en 1517 grâce au mécénat de Jérôme de Busleyden. Le Collège Royal voit ainsi le jour en 1530, avec pour devise l'ambitieux *Docet omnia*, dont la dimension programmatique traduit la vocation d'excellence et de diffusion du savoir. C'est un coup dur pour l'Université qui, concurrencée par la royale institution, se voit contrainte d'amender ses pratiques et la qualité de son enseignement. À peine relevée de cette atteinte à ses privilèges, voilà qu'elle doit encore composer avec le collège de Clermont, futur collège Louis-Le-Grand, fondé en 1550 par la compagnie de Jésus à l'instigation de Guillaume du Prat, évêque de Clermont : le 1^{er} octobre 1563, l'établissement reçoit du roi Charles IX les lettres patentes qui l'autorisent à ouvrir ses portes. L'Université était condamnée à admettre en son sein un nouveau collège dont la direction était confiée aux jésuites.
- 5 Aux multiples essais de modernisation des études, l'institution oppose une impressionnante force d'inertie. L'enseignement semble totalement fermé aux innovations et aux recherches savantes qui doivent se réaliser hors les murs. Nombreux sont les témoignages contemporains qui reflètent cette décadence des études, en totale contradiction avec le progrès des connaissances. Les quatre facultés semblent définitivement figées, engluées dans la routine et la scolastique. Telle était la situation lorsqu'après des mois de controverses religieuses et de conflits politiques, le décret d'expulsion de la compagnie de Jésus fut promulgué le 24 novembre 1764, mettant un arrêt définitif à la présence des jésuites dans les collèges. La fronde était venue du Portugal, la France avait suivi et, dès 1761, le parlement de Paris, rejoint par la province, avait tout mis en œuvre pour se débarrasser de ce vieil ennemi aux dangereuses prétentions : *imperium in imperio*. Les philosophes exultent. Diderot, alors directeur de l'*Encyclopédie*, respire : « Voilà, mon amie, le billet d'enterrement des

Jésuites. [...] Me voilà délivré d'un grand nombre d'ennemis puissants. »⁴ ; D'Alembert écrit à Voltaire cette épigramme sarcastique :

Nous touchons au moment de n'avoir plus de jésuites ; et ce qui m'étonne, c'est que les herbes poussent comme à l'ordinaire, et que le soleil ne s'obscurcit pas. La dernière éclipse même n'a pas été aussi forte que nous nous y attendions. L'univers ne sent pas la perte qu'il va faire (voilà un beau vers de tragédie).⁵

- 6 Certains se réjouissent plus que d'autres. Louis-René de Caradeuc de La Chalotais, procureur général du parlement de Bretagne, peut être satisfait. Le voilà enfin récompensé de tous ses efforts ! Son *Compte rendu des constitutions des jésuites les 1, 3, 4 et 5 décembre 1761*⁶ avait sonné l'hallali et achevé de ternir l'image de la compagnie de Jésus, tout en réaffirmant le rôle fondamental des parlements dans le gouvernement de France. « C'est le seul ouvrage philosophique qui ait été fait jusqu'ici contre cette canaille », lance d'Alembert à Voltaire, qui écrit directement à l'auteur pour lui témoigner son infinie reconnaissance⁷. La France se réveillait donc enfin débarrassée de la *secte ignatienne*, mais qui allait donc désormais se charger de la formation intellectuelle des jeunes gens ? C'est dans ce contexte que La Chalotais rédigea son célèbre *Essai d'éducation nationale*, publié en 1763⁸ :

Les sciences sont nécessaires à l'homme ; s'il a des devoirs à remplir, il est important qu'il les connaisse : les connaître, c'est posséder la plus utile de toutes les sciences ; c'est être fort avancé dans la carrière où se forment les citoyens utiles. L'ignorance n'est bonne à rien, et elle nuit à tout. Il est impossible qu'il sorte quelque lumière des ténèbres, et on ne peut marcher dans les ténèbres sans s'égarer.⁹

- 7 Comment ne pas applaudir à une telle déclaration qui traduit la foi des hommes des Lumières dans les progrès de l'esprit humain ? L'ouvrage est aussitôt salué par la critique, encensé par Voltaire qui, ayant eu vent de l'entreprise, écrit au magistrat dès novembre 1762 :
- 8 Vous avez rendu, Monsieur, à la nation un service essentiel, en l'éclairant sur les jésuites. Vous avez démontré que des émissaires du pape, étrangers dans leur patrie, n'étaient pas faits pour instruire notre jeunesse. [...] En un mot, je suis persuadé que vous saurez mêler, avec votre habileté ordinaire, dans votre plan d'éducation, bien des choses qui serviront à l'instruction de l'âge mûr. Le siècle du gland est passé ; vous donnerez du pain aux hommes. Quelques superstitieux regretteront encore le gland qui leur convient si bien ; et le reste de la nation sera nourri par vous.¹⁰
- 9 Le Rennois réclamait clairement une laïcisation de l'instruction publique et proposait qu'on s'orientât vers un plan d'éducation nationale, conduit par l'État et porté par le Parlement. Nombreux sont ceux à le rejoindre dans cette voie : Guyton de Morveau, Monclar, Saissin, Laverdy, Barthélemy-Gabriel Rolland d'Erceville, pour ne citer que les plus célèbres, apportent leur pierre à l'édifice, mais il faudra attendre la Révolution pour que les choses se mettent véritablement en place¹¹.
- 10 C'est dans ce contexte que le président Lamoignon adresse sa requête à Malesherbes qui lui livre ses réflexions dans deux longues lettres difficilement déchiffrables, auxquelles il est fait allusion dans la missive citée plus haut. Pierre Grosclaude est, à ce jour, le seul à faire mention de ces importants travaux qu'il décrit longuement et dont il résume le propos¹².
- 11 En avril 1783, Lamoignon insiste pour que son cousin reprenne le dossier et qu'il le complète : « J'ai grand besoin de vos secours ; vous avez beaucoup réfléchi à ce sujet... »,

Je vous suis très obligé, cousin, de me communiquer vos idées sur la réforme des collèges et de l'Université, vous me rendez un très grand service. Je vous envoie la copie que j'ai fait [sic] des deux lettres que vous m'avez écrit [sic] à ce sujet en 1780, avec une lettre de vous à ce sujet.¹³

- 12 Malesherbes obtempère et rédige un long *Mémoire sur les études de la jeunesse et sur l'université*, à l'occasion du projet que quelques magistrats du Parlement paraissent avoir de faire sur cela des règlements, aujourd'hui inédit. C'est ce texte qui nous retient ici. Nous n'entrerons pas dans le détail des réformes proposées par l'ancien directeur de la Librairie¹⁴, nous nous attacherons plutôt à exposer les raisons qui le conduisent à opposer une voix dissonante à l'apparent consensus qui appelle de ses vœux une éducation nationale. Nous montrerons combien sa réflexion, d'une étonnante modernité, s'inscrit dans la ligne de ses autres travaux. Confirmant sa méfiance envers l'esprit de corps et l'abus des privilèges, elle témoigne de son souci constant du bien général et de l'équité. Composé « officiellement » pour permettre à Lamoignon de réagir aux propositions des parlementaires – en particulier les travaux du président Rolland qui venaient d'être publiés et auxquels il est souvent fait allusion¹⁵ –, le mémoire peut, en outre, être lu comme une réponse tacite à La Chalotais et à ceux qui, comme lui, sont opposés à l'instruction du peuple alors même qu'ils plaident pour l'organisation d'une éducation nationale.
- 13 Toutes les pièces conservées figurent dans le fonds Lamoignon des archives du château de Rosambo, sous la cote 263 AP, carton 14. Elles sont réparties dans 7 dossiers. Le premier renferme la lettre du président de Lamoignon à Malesherbes, datée de novembre 1780, ainsi que les deux réponses, qui annoncent l'argumentaire du mémoire à venir. Le second réunit les lettres échangées par les deux hommes en 1783. Le troisième dossier est une copie des projets élaborés par le Parlement pour la réforme des universités, envoyée par Lamoignon à son cousin. Les dossiers 4 et 5 sont des copies du fameux *Mémoire sur la réforme des études* remis à Lamoignon en 1783. Dans le dossier 5, l'avertissement liminaire est autographe. Nous ferons essentiellement référence à ces deux manuscrits¹⁶. Le dossier 6 contient les minutes autographes de quelques chapitres du mémoire, ainsi qu'un chapitre relatif à la faculté de médecine, absent des précédents. Enfin, le dossier 7 abrite la version autographe d'un complément au *Mémoire sur la réforme des études* relatif à la collation des grades académiques, ainsi que quelques feuillets divers sur le même sujet.
- 14 Dans son ouvrage de 1964, consacré à l'édition de nouveaux documents inédits, Pierre Grosclaude publie une dernière pièce, dont il nous faut tenir compte. Elle appartient aux archives du comte de Leusse auxquelles l'historien a eu accès. Il s'agit d'une lettre confidentielle de Malesherbes au baron de Breteuil (« pour vous seul »), composée en 1787¹⁷, juste avant qu'il n'accepte de rentrer une nouvelle fois au ministère¹⁸. Le Roi lui a fait savoir qu'il désirait connaître son sentiment sur les projets de réforme de l'Université. Comment pouvait-il deviner que son ancien ministre avait planché sur la question et qu'il y avait consacré un mémoire entier ?
- J'ai pensé, mon cher Cousin, qu'ayant à rendre compte au Roi de ma réponse, il fallait en faire une ostensible.
- Voici à présent ce que j'ai à vous dire pour vous seul. Je ne peux pas avoir dit au Roi que j'avais un travail par écrit sur l'éducation publique, car je n'avais rien écrit sur cette matière quand j'étais au Conseil.
- J'en avais souvent parlé à mes amis et discuté la matière en conversation. Il y en aura quelqu'un (sic) qui aura dit au Roi que j'avais travaillé sur cette matière. Le Roi m'en aura parlé. Je ne me souviens plus, je ne peux pas me rappeler non plus ce que

je lui ai répondu. Il y a apparence que j'aurai discuté la matière avec la chaleur que je mets volontiers dans la conversation. J'aurai dit que j'aurais en cas de besoin bien des choses à lui dire sur cet objet et je me serai expliqué de façon que le roi aura compris que j'avais un travail tout fait. Cependant je n'avais rien d'écrit. Au reste, pour ne pas contredire le Roi, j'ai mieux aimé dire dans ma lettre ostensible que je n'avais que des brouillons que j'ai brûlés.¹⁹

- 15 Il y a des arrangements avec la vérité lorsqu'il s'agit d'une affaire d'État et de famille. À aucun prix, il ne faut qu'on sache que son cousin, lui-même parlementaire, l'a consulté à propos des projets du Parlement. Malesherbes connaît la chanson.

Archives du château de Rosambo, Ms 263AP, carton 14, dossier 5, Avertissement autographe, feuillet 2

- 16 Il a eu l'habitude d'habilement travestir la réalité lorsqu'il était directeur de la Librairie et qu'il devait rendre des comptes à son père le Chancelier. On le voit ici justifier, en discours indirect libre, la réponse diplomatique envoyée à Louis XVI avant de confier à Breteuil : « Je ne vous dissimulerai pas que j'ai écrit depuis ma sortie du ministère et je vais vous dire à quelle occasion. »²⁰
- 17 Et de rappeler les circonstances de la rédaction du mémoire, dont il a soin de céler le commanditaire. Le texte mérite d'être cité longuement, afin de préciser quelques points de notre démonstration :
- Quelques magistrats du parlement ont pensé que les jésuites étant détruits par eux, c'était à eux à les faire remplacer et du temps du feu roi on leur a donné l'espoir en quoi je crois qu'on a fait une faute quant à l'objet de l'instruction publique.²¹
- 18 Ce point est essentiel, nous y insisterons dans la suite.

Mais on était fort peu occupé de cet objet, on ne songeait qu'à bien exécuter le renvoi des jésuites et dans cette vue on chargeait du soin du remplacement ceux qui étaient les plus zélés pour empêcher la société de ressusciter.

Mais qu'est-il arrivé ? C'est qu'aujourd'hui, il y a des magistrats du Parlement qui se croient chargés de diriger à perpétuité les études de toute la nation, de prescrire ce

qu'on enseignera dans tous les collèges du ressort du Parlement de Paris et la méthode de cet enseignement et même de choisir à Paris et d'envoyer dans les provinces les maîtres à qui on confiera l'éducation de la jeunesse.

Je vous avoue que je ne pourrais être sur cela de son avis.

- 19 La chose est claire ! Malesherbes n'a pas changé d'opinion depuis les premiers écrits de 1780 ! Tout au plus a-t-il perfectionné son argumentation. Il avoue à Breteuil avoir envoyé à un *ami* « tout ce griffonnage », mais prétend n'en avoir gardé aucune copie. Si le Roi veut les voir, il faudra qu'on les lui réexpédie et qu'il y retravaille. Il compte sur Breteuil pour l'éclairer sur les sentiments du souverain. Est-il hostile au projet de réforme ? Il serait alors parfaitement inutile de lui transmettre des objections qui conforteraient sa décision. En revanche, « si le Roi était prévenu en faveur d'un de ces projets et qu'il m'ordonnât de lui en donner mon avis, mon devoir serait de lui en représenter les inconvénients, mais pour combattre un projet, il faut le connaître »²². De la même manière,

si le Roi ne veut que favoriser les efforts de ceux de ses sujets qui veulent entreprendre l'éducation de la jeunesse, *laisser* aux provinces et aux villes dans lesquels [sic] il ne peut y avoir qu'un seul collège, le droit normal qu'elles ont de pourvoir à l'éducation des enfants, permettre dans les plus grandes villes l'établissement de différentes maisons d'éducation ou les objets et la méthode d'enseignement seront différents et entre lesquelles les citoyens puissent choisir, n'user de son autorité et n'établir de règles communes que pour veiller à ce que toutes les éducations soient conformes aux bonnes mœurs et qu'on n'enseigne jamais surtout en matière de religion qu'une saine doctrine, et cependant employer sa puissance et ses bienfaits pour faciliter les établissements qui lui paraissent utiles, j'aurai sur cela d'autres réflexions à lui présenter.²³

- 20 Cette longue phrase résume assez bien le contenu du mémoire et laisse deviner le plaidoyer de Malesherbes. Guidé par l'honnêteté intellectuelle et les scrupules qui le caractérisent, il ajoute encore :

Je ne me ferai nulle difficulté de combattre l'avis de qui [que] ce soit quand le Roi me demandera le mien, mais je voudrais que ce fût à découvert, je répugne beaucoup au rôle d'auteur de mémoires clandestins, ainsi dans le cas où je serais obligé de critiquer la conduite des gens en place, je voudrais que le Roi me permît de communiquer mes mémoires à ceux dont je contredirais les sentiments.²⁴

- 21 Entendons Rolland d'Erceville et, surtout, le garde des Sceaux Hue de Miromesnil, qui ne l'appréciait guère et avait déjà critiqué ses travaux sur l'état civil des protestants.
- 22 Il est manifeste que, malgré ses dénégations, Malesherbes n'avait pas enterré le dossier en 1783, même si, resté lettre morte hélas, comme la plupart de ses autres travaux²⁵, il semble n'avoir eu aucune incidence sur les positions des parlements. Les copies conservées à Rosambo ne portent guère de traces d'ajouts ou de révisions, à l'exception de l'avertissement autographe du dossier 5, mais on y trouve une allusion à un ouvrage de Daubenton « sur les bêtes à laines » récemment publié²⁶ : le seul écrit de Daubenton sur ce sujet est *l'Instruction sur le parage des bêtes à laine*, paru en 1785 ! Les manuscrits bretons sont donc très certainement postérieurs à la version transmise à Lamoignon en 1783.
- 23 Venons-en maintenant à la question principale : comment et pourquoi Malesherbes est-il tellement opposé à l'instauration d'une éducation nationale destinée à former les citoyens ? Formulé de la sorte, le propos a en effet de quoi surprendre. L'anachronisme guette et il faut se garder d'entendre le syntagme avec le sens qui s'impose aujourd'hui.

Le magistrat lui-même nous met en garde, tant l'expression utilisée par les parlements lui paraît ambiguë :

La nation française si éclairée sur tant d'objets a paru dans quelques occasions ne l'être pas assez sur ses droits et sur ses intérêts. On a pu croire qu'une éducation nationale procurerait à tous les citoyens les instructions nécessaires sur des objets si importants et que cette étude ne pourrait être mieux dirigée que par les dépositaires des lois du royaume. Des magistrats du Parlement attachés à la gloire de leur corps ont dû saisir cette idée avec d'autant plus d'empressement que c'était le moyen le plus brillant d'effacer le petit reproche de n'avoir pas aussi bien remplacé les jésuites dans quelques provinces qu'on l'aurait désiré. Mais avant de se livrer à ce que ce projet a de flatteur pour le Parlement, il faut rechercher les causes des obstacles qu'on a trouvés dans le remplacement des jésuites et voir si elles ne subsisteront pas tant que ce sera le Parlement qui aura cette manutention, et il faut aussi définir ce qu'on entend par éducation nationale.²⁷

24 C'est en effet le point essentiel. Il n'est évidemment nullement question pour Malesherbes de refuser qu'on permette aux futurs citoyens de recevoir une instruction digne de ce nom. Il en est convaincu : ce beau projet, s'il est mal mené, aura pour conséquence de rétablir l'Université dans ses privilèges et de renforcer le monopole qu'elle avait dû abandonner bien malgré elle. La conclusion de l'avertissement liminaire au *Mémoire sur les études de la jeunesse et sur l'Université* prend ici tout son sens : « Je voudrais de tout mon cœur que M^{rs} de l'Université se tinssent offensés des prétentions que je leur suppose, ce serait la preuve qu'ils veulent les abandonner, et alors le travail que veut faire le Parlement serait possible, au lieu qu'à présent je crois qu'il ne l'est pas. »²⁸

25 Comme la plupart de ses contemporains, Malesherbes est conscient de la situation désastreuse des études dans un siècle pourtant dévolu aux progrès des sciences et des techniques, aux exigences de l'émancipation intellectuelle. Protecteur de l'*Encyclopédie* et de Jean-Jacques Rousseau, persécuté après la publication d'*Émile*, farouche défenseur de la liberté de la presse²⁹, il est convaincu de la nécessité de revisiter totalement l'organisation de l'enseignement. Sa bibliothèque regorge d'ouvrages de pédagogie et de réflexions sur l'éducation³⁰, des œuvres de l'abbé de Saint-Pierre aux articles de l'*Encyclopédie* en passant par Rollin, Dumas, Du Marsais, Locke, il avait tout lu, ou presque. Probablement même les manuscrits inédits de Diderot³¹. Lorsque son cousin l'interpelle en 1780, il vient d'achever le *Mémoire de l'université sur les moyens de pourvoir à l'instruction de la jeunesse et de la population* qui lui a été envoyé³². Dans cet ouvrage tout entier, déplore-t-il, « on ne fut occupé qu'à établir les prétentions de l'Université », et ces dernières sont redoutables. Aussi, son travail aura-t-il pour vocation de mettre en garde ses lecteurs – entendons Lamoignon et ses amis parlementaires – contre les dangereuses sirènes dont le chant envoûtant dissimule des écueils bien réels. Attention Messieurs du Parlement, l'enfer est souvent pavé de bonnes intentions ! À trop vouloir vous racheter une vertu, vous risquez de perdre gros :

Tout le monde disait dans le temps du renvoi des jésuites que si on voulait faire faire le pain par d'autres boulangers que les nôtres, on ne commencerait pas par chasser la plupart des boulangers du royaume sans en avoir d'autres à leur substituer. Mais si cette précaution n'a point été prise, ce n'est pas au Parlement qu'on doit s'en prendre. Le Parlement n'a d'autres armes que ses arrêts et des huissiers pour les faire exécuter. Ce sont de très bons instruments pour détruire, mais non pas pour reconstruire. Le remplacement d'un corps à qui une grande partie de l'éducation du royaume était confiée, était sans doute difficile en lui-même. Cependant la difficulté aurait été beaucoup moindre si le gouvernement

avait déclaré dès le commencement que le Parlement ne faisait qu'exécuter ses volontés. Les jésuites ont été renvoyés par des arrêts, ils ont été forcés d'obéir. Mais ce n'est pas par des arrêts qu'on fonde de nouveaux établissements, ou qu'on choisit des sujets pour remplir les places qui sont restées vacantes.³³

- 26 En se posant en *pouvoir organisateur* des études du royaume confiées à l'Université, le Parlement irait à l'encontre des buts qu'il recherche. L'esprit de corps domine cette institution passéiste, rongée d'orgueil et de vanité. Malesherbes est lucide, la tentation est grande d'abuser de ses privilèges : « Je suis bien sûr qu'aucun esprit de corps ne m'a fasciné les yeux parce que je sais très bien que je suis d'un des corps qui peut le plus abuser et qui abuse le plus réellement de son autorité et de sa considération », écrivait-il au comte de Sarsfield en 1766³⁴. Décidé depuis toujours à combattre « les différentes aristocraties dont la France [est] menacée »³⁵, il s'en prend aujourd'hui à l'une d'entre elle qui prétend redevenir un véritable oligopole, et réaliser une OPA avant la lettre sur la transmission des sciences et des connaissances.
- 27 Avant toute chose, il convient de distinguer deux catégories de facultés : celles dont l'enseignement est susceptible d'évoluer et d'être modifié et celles pour lesquelles les innovations sont impossibles ou restreintes. La Théologie et le Droit interdisent en effet qu'on s'autorise les moindres changements : « La doctrine doit être uniforme en théologie et en jurisprudence, parce qu'il n'appartient point aux hommes d'innover en théologie et il n'y a que le législateur et des magistrats qui puissent innover en jurisprudence. »³⁶ Ne concluons pas trop vite au rigorisme religieux du magistrat et rappelons-nous que la France demeure à cette époque un pays où le catholicisme est religion d'État ; les controverses religieuses, bien présentes au siècle des Lumières, sont nocives à la stabilité du pays. Qui plus est, Malesherbes associe l'instruction religieuse et les principes de morale comme étant des composantes essentielles de l'éducation des enfants³⁷. En revanche, la Médecine et les Arts sont faits de savoirs en perpétuelle évolution, le devoir des maîtres est de se tenir informés du perfectionnement de leurs disciplines, d'évaluer la pertinence des avancées scientifiques en acceptant qu'elles passent parfois par des erreurs – « Si l'on défend de publier des erreurs, on arrêtera le progrès de la vérité parce que les vérités nouvelles passent toujours pendant quelque temps pour des erreurs, écrivait-il déjà en 1758 dans ses *Mémoires sur la librairie*³⁸ –, de s'adapter aux progrès et de les répercuter auprès de leurs élèves. Et c'est là que le bât blesse :

L'orgueil est le vice favori de tous les savants, et surtout de ceux qui ont l'habitude d'enseigner et qui sont accoutumés au respect de leurs élèves. Il ne leur permettra jamais de convenir qu'un homme plus jeune qu'eux ait été plus loin qu'eux dans leur science. Tout le monde sait que pendant très longtemps la théorie de la circulation du sang et l'usage de l'antimoine ont été regardées comme des hérésies dans les écoles de médecine et, de nos jours, n'a-t-on pas voulu employer l'autorité contre le frère Côme ? Combien a-t-il fallu de temps depuis Descartes pour faire abandonner dans les écoles de philosophie toutes les subtilités inintelligibles de ceux qui se nommaient disciples d'Aristote ? Dans le temps que j'étais dans les classes, les expériences de Newton sur l'optique étaient depuis longtemps connues et avouées de tous les physiciens, et aucun professeur de l'Université ni des jésuites n'osait en parler à ses écoliers. En géométrie même, où tout est démontré, le calcul nommé infinitésimal a eu des adversaires obstinés tant qu'il y a eu des mathématiciens du même âge que Newton et Leibnitz. Si chaque professeur a le droit d'enseigner d'après ses propres lumières, dès qu'une découverte sera faite, il se trouvera quelques maîtres qui chercheront à s'illustrer en l'enseignant à leurs élèves. Mais s'il y a un corps composé des anciens qui puisse prescrire à tous les

professeurs leur doctrine, toutes les nouvelles vérités seront reconnues par le public entier longtemps avant de pénétrer dans les écoles.³⁹

28 Que n'avons-nous, aujourd'hui, des ministres de l'Éducation aussi clairvoyants et acquis aux idées du grand homme !

29 Il faut à toute force lutter contre une uniformisation sclérosante qui briderait les enseignants. Certes, les questions de morale et de religion, le souci de la santé des élèves et de leur condition physique doivent être le fait d'un socle commun sur lequel nul ne saurait transiger, mais il en va autrement des matières enseignées. Les disciplines littéraires en fournissent un parfait exemple. L'ancien Directeur de la Librairie, qui avait en charge la police du livre et le *ministère* de la censure sait de quoi il parle : « Les magistrats ne doivent prescrire aucune règle aux professeurs de littérature pour l'instruction, et je serais très fâché qu'on crût que je pense de même sur le reste de l'éducation ».⁴⁰ Instruction et éducation sont en effet deux choses fort dissemblables, il ne faudrait pas les confondre. Tous les enfants doivent devenir des citoyens responsables et respectables, et dès lors recevoir les mêmes préceptes nécessaires à la vie en société et à la bonne conduite – c'est ce que Malesherbes appelle *éducation* – ; en revanche, la formation intellectuelle doit être, sinon individualisée, du moins diversifiée et répondre aux besoins de chacun :

La différence est très grande. Je crois que l'instruction doit être libre et elle doit même être différente dans les différents collèges, parce que les parents, qui de droit naturel ont la vraie autorité sur leurs enfants, ne veulent pas tous leur faire donner la même instruction.⁴¹

30 Pour l'enseignement de ces matières, une seule conclusion s'impose : « Pour qu'on puisse profiter de ces progrès dans les écoles publiques, il faut que ni le gouvernement, ni les magistrats, ni le tribunal même de l'Université ne puisse gêner les maîtres dans leurs leçons. »⁴² :

C'est sur ces objets que je prétends que le Parlement ne ferait que nuire aux études en voulant les diriger ; que s'il y avait des règlements à faire, ce serait plutôt pour restreindre, si on ne peut pas détruire entièrement le droit qu'à le corps de l'Université d'inspecter les études de chaque collège. Je prétends que le privilège exclusif d'enseigner, accordé à l'Université dans des temps où il n'avait aucun inconvénient, parce que c'étaient des siècles d'ignorance où on ne pouvait trouver aucun bon maître que dans l'Université, est aujourd'hui pernicieux pour la science.

31 Et de conclure : « Je pense aussi que les prétentions de l'Université n'ont pas été jusqu'à présent si dangereuses qu'elles pourront le devenir un jour, parce que tant qu'il y a eu des jésuites, l'Université dans la faculté des arts avait des rivaux et à présent elle n'en a plus »⁴³ ! Que les Parlements se gardent bien de lui servir de caution : la réforme des études est nécessaire mais, en l'état, elle doit être mûrement réfléchie et prendre en considération toute une série de paramètres occultés par le mirage de cette *éducation nationale* promise à la nation. Malesherbes expose en six points les différents axes de cette réflexion préalable qu'il juge essentielle :

- 1° identifier les motifs secrets qui poussent les magistrats à charger le Parlement de la *réformation* de l'enseignement ;
- 2° définir la situation à Paris ;
- 3° démontrer qu'il y a une incompatibilité entre les prétentions de l'Université et ce que le public est en droit d'espérer ;
- 4° protéger et perfectionner l'enseignement au lieu de le réglementer ;
- 5° examiner la situation dans les provinces ;

- 6° se pencher consciencieusement sur la question de l'instruction du peuple.

32 Nous nous limiterons ici à retenir quelques éléments. Le premier point a déjà été évoqué, nous n'y reviendrons pas. La seule règle utile, pense le magistrat, est de choisir de bons maîtres et de remplacer les mauvais. La France n'est pas Sparte, il serait ridicule de vouloir se conformer à un modèle incompatible avec la réalité du pays :

Chaque Spartiate était né soldat et destiné à participer aux délibérations de sa république, et ne pouvait être autre chose. Il n'est pas étonnant qu'on leur donnât à tous la même éducation, comme on donne une éducation commune aux élèves de l'école militaire qui sont tous destinés à la même profession. Mais cela peut-il s'appliquer à la France et à notre siècle ?⁴⁴

33 La situation de Paris le retient longuement. Nombreux sont les enfants à être éduqués dans les pédagogies et les collèges. Les parents, tantôt par choix, tantôt par nécessité, délèguent ainsi leur autorité et une partie de leurs droits à l'école, qui devient, en quelque sorte, le tuteur de leur enfant. Mais faut-il pour autant priver les parents d'élever leur progéniture selon leurs « fantaisies » ? La danse, le dessin, le grec ou le latin sont autant d'exemples convoqués par l'auteur. « N'oublions pas que la puissance paternelle sur l'éducation des enfants est de droit naturel ; et l'objet de l'éducation publique est de suppléer à celle des parents », en respectant les choix qu'ils auront faits pour eux. La diversité des formations est essentielle, elle seule peut permettre aux enfants de s'épanouir dans leurs études et de recevoir l'instruction qui sera utile à l'état qu'ils prendront :

Je sais bien qu'il n'est pas possible qu'il y ait autant de collèges différents qu'il y a de différentes fantaisies ; mais quand un système d'éducation que quelques personnes regardaient comme une fantaisie, tels que celui d'apprendre aux enfants à danser ou à dessiner, a assez de partisans, pour que beaucoup de parents préfèrent le collège où on donnera cette instruction, il faut qu'il y ait dans une grande ville des collèges de ce genre, et il y en aura lorsque l'éducation sera libre, parce qu'il se trouvera des maîtres de pension ou principaux de collège qui jugeront que c'est pour eux un moyen d'attirer chez eux des écoliers.⁴⁵

34 La conclusion s'impose :

C'est dans cette vérité très simple que se trouve la solution de la question que nous discutons. Qu'il y ait beaucoup de maisons d'éducation différentes, et que dans chacune les maîtres puissent donner les instructions qu'ils croiront les meilleures, l'éducation se perfectionnera. Il est utile pour les citoyens qu'il y ait différents genres d'éducation pour les enfants destinés à des différents états et pour les parents de différentes fortunes. Il est commode aussi pour les parents, dont les goûts particuliers, ou si l'on veut les fantaisies doivent être respectées dans les maisons d'éducation, de trouver des collèges où l'on élève leurs enfants à leur gré. Cette diversité d'éducation ne peut pas se trouver dans une petite ville où il ne peut y avoir qu'un collège ; mais elle peut se trouver dans Paris, où indépendamment des habitants de cette ville immense, on envoie des enfants de tout le royaume, et on peut trouver des maîtres de tous les genres. Ce serait vexer le public de l'empêcher de jouir de cet avantage, et ce serait nous replonger dans la barbarie, ou au moins arrêter tous les progrès qu'on peut espérer dans un siècle comme le nôtre de fixer les études ou de leur donner des inspecteurs.⁴⁶

35 Le *Mémoire sur les études de la jeunesse* ne se limite pas aux considérations théoriques, il montre combien Malesherbes attachait d'importance au bon sens et à la pragmatique. Comme la plupart de ses contemporains, il regrette que les langues mortes occupent toute la place dans le cursus des élèves. Quant aux langues vivantes, elles sont

approchées en dépit du bon sens, dans une tradition livresque parfaitement inutile. Le fond est important, certes, mais que serait-il sans la méthode :

36 Il y a bien de la différence entre une langue morte qu'on apprend pour la lire, et une langue vivante qu'on apprend pour la parler. On apprend toujours mal à parler avec un maître ; aussi lorsqu'on croyait nécessaire dans l'université d'apprendre à parler latin avec facilité, il était défendu de parler une autre langue dans le collège. De plus il faut considérer pour beaucoup le tourment qu'on cause aux enfants lorsqu'il est possible de le leur épargner, et on peut leur apprendre une langue vivante sans leur donner aucune peine et sans qu'ils croient faire une étude. Si un père et une mère allemands avec un domestique de leur nation, élèvent un enfant en France au milieu des Français, cet enfant à l'âge de six ans saura aussi bien le français que les autres enfants de son âge et aussi bien l'allemand que le français.⁴⁷

37 Valorisation précoce de l'immersion linguistique, tellement prise de nos jours !

38 Protecteur de l'*Encyclopédie*, Malesherbes était favorable à ce qu'on s'intéressât enfin aux métiers manuels et aux techniques. Cette fois encore, il prône une pédagogie qui associe la théorie à l'exemple, le recours à un enseignement alternatif, débarrassé de la gangue scolaire :

Enfin je prévois qu'il y a des sciences et surtout des arts négligés aujourd'hui et même méprisés par les maîtres qui feront un jour partie de l'éducation. On donne quelques leçons théoriques de géométrie, même de mécanique et depuis peu de temps de physique expérimentale ; mais l'enfant bien élevé qui a appris à calculer la force du levier et de la poulie, ne sait souvent pas comment on rive un clou et on pousse une varlope. Si pendant le temps des récréations qu'ils emploient à jouer à l'oie dans une chambre, ou au volant dans une cour, on leur permettait de voir travailler un jardinier ou un maçon, d'entrer dans une boutique où ils joueraient avec les outils de l'ouvrier, apprendraient à les connaître et essaieraient de s'en servir, ce que tous les enfants feraient si on les laissait faire ; ils auraient appris sans s'en apercevoir des éléments de beaucoup d'arts utiles que ceux qui ont été abandonnées à eux-mêmes savent mieux que ceux qui ont été élevés avec beaucoup de soin dans les collèges.⁴⁸

39 Annonçant les préceptes de Freinet ou Decroly, Malesherbes entend profiter des dons de l'enfant à emmagasiner les savoirs sans en avoir réellement conscience. Transformer les pénibles pensums en activités ludiques et stimuler la curiosité naturelle, voilà les moyens qu'il faut mettre en œuvre pour profiter de cette « prodigieuse facilité » infantile. Les gains seront définitifs, un esprit formé par l'expérience ne se déprendra jamais de son indépendance, de ses facultés créatrices et adaptatives :

La différence de l'homme qu'on croit né industriel par un don de la nature, avec celui qui avec autant d'esprit ne peut jamais faire de progrès dans les arts que je viens de nommer, et dans bien d'autres, ne vient souvent que de ce que l'un dans son enfance a exercé ses doigts à agir et ses yeux à observer pendant que l'autre n'a rien appris que dans ses livres et sur la foi de son précepteur.⁴⁹

40 Pour traiter du contenu des études et de leur organisation, Malesherbes n'oublie pas que la qualité de l'instruction dépend essentiellement des maîtres. Aussi leur consacra-t-il les articles troisième et quatrième de son exposé. Le Collège Royal vient d'être affilié *sourdement* à l'Université, explique-t-il⁵⁰, permettant à l'Université de rentrer, après deux cents ans, dans son privilège exclusif dont l'exercice s'étend au recrutement et à la formation des maîtres. Hors l'enseignement dispensé dans les collèges, point de salut ! Exit les congrégations religieuses, quelles que soient leurs compétences et le souci qu'elles auraient d'instruire la jeunesse ! Faut-il vraiment jeter

le bébé avec l'eau du bain ? Ainsi pourrait-on traduire grossièrement l'exaspération de Malesherbes ! Les oratoriens devraient-ils, par exemple, être exclus de l'ordre des professeurs comme le sont désormais les jésuites ? Sans que son nom soit ici évoqué, on devine l'allusion à La Chalotais dont la vindicte touchait l'ensemble des congrégations et, plus particulièrement les frères des écoles chrétiennes institués par Jean-Baptiste de La Salle⁵¹. Ne serait-il pas plus judicieux de créer des instituts d'enseignement pour supplanter les antiques collèges dont les pratiques sont trop souvent surannées ? Il faut faire face à la réalité : la France n'a pas réussi à faire rimer excellence scientifique et enseignement universitaire :

Je suis bien éloigné de vouloir attaquer la réputation des maîtres actuels de l'Université, parmi lesquels il y a des gens de beaucoup de mérite. Mais leurs partisans les plus zélés conviendront qu'il y en a fort peu qui soient chacun dans leur partie des savants du premier ordre, ni les génies les plus brillants de leur siècle. Quand on est fort attaché à l'Université, on l'avoue et on gémit.⁵²

41 Pourquoi vouloir interdire aux meilleurs de transmettre leurs connaissances et leur savoir-faire à la jeunesse, sous prétexte qu'ils n'appartiennent pas au corps qui s'est arrogé le droit absolu d'enseigner ? Le législateur, cette fois, a un rôle à jouer et il serait judicieux d'instituer un conseil de magistrats pour diriger le financement des nouveaux établissements qui seraient en charge, notamment, de l'engagement des maîtres. Il y a matière à réflexion dans ces pages qui secouent les confortables certitudes pérennisées par l'usage.

42 Paris n'est pas la province mais Paris n'est pas la France. Ainsi pourrait s'intituler le cinquième article du mémoire qui entreprend un état des lieux complexe mais judicieux. Malesherbes connaît bien son pays, il l'a parcouru du Nord au Sud, d'Est en Ouest pendant ses années d'exil et de retraite où sous le voile de l'anonyme, *monsieur Guillaume* se fondait dans le paysage et notait consciencieusement ses impressions de voyage⁵³. L'essentiel cette fois sera de trouver le ou les modèles d'éducation qui conviennent au plus grand nombre. Pourquoi la province serait-elle privée de l'excellence ? Sur cette matière, la France aurait tout intérêt à prendre exemple sur ses voisins européens dont les meilleures universités ne sont pas abritées par la capitale : Oxford, Leyde [*sic*], Gottingue [*sic*] ne sont-elles pas des villes savantes ? Autrefois, Montpellier et Bourges étaient des centres incontournables pour la médecine et la jurisprudence, mais :

il n'y a point à présent en France de ces villes regardées dans toute l'Europe comme villes savantes, et je crois que c'est un malheur pour les lettres. Mais si dans quelqu'une de nos villes il se trouvait des maîtres qu'on crût capables de donner un jour cette grande réputation à leur école, les magistrats municipaux de la ville auraient grand intérêt à les seconder et à faire même des dépenses pour favoriser leur collège.⁵⁴

43 Ne cachant pas sa méfiance envers le jacobinisme centralisateur – nous nous permettons cet anachronisme –, Malesherbes pense qu'il est essentiel de déléguer davantage de compétences aux pouvoirs locaux et d'adapter les études aux particularismes régionaux :

[I]l n'est pas possible qu'un ministre demeurant à Versailles, ni le Parlement résidant à Paris se donnent des soins particuliers pour les écoles d'Angers, de la Flèche et de Bourges, et ceux que se donneraient un commandant, un intendant ou un évêque ne vaudraient pas ceux d'un corps, parce qu'ils ne dureraient que pendant l'administration, ou pendant la vie de celui qui aurait eu assez de zèle pour s'en occuper, au lieu que les corps ne meurent jamais. Je pense donc que tout ce

qu'il y a à faire pour les études des provinces est d'en laisser l'administration aux corps municipaux, en exhortant seulement les commandants, intendants et évêques à les aider de tout leur pouvoir, et les magistrats de justice se réservant comme de raison le droit de réprimer les abus s'il s'en commettait.⁵⁵

- 44 L'œuvre de la Révolution française n'avait pas encore commencé et l'abbé Grégoire, à n'en pas douter, aurait fermement applaudi ces propos. Les deux hommes s'estimaient et, rappelons-le, ils étaient appelés à travailler sur le même chantier : la *question juive* allait les rapprocher dès 1788, date à laquelle Henri Grégoire, alors simple curé d'Embermenil avait soumis son *Essai sur la régénération physique, morale et politique des Juifs* à l'Académie de Metz⁵⁶ et l'avait envoyé au ministre. Lui qui avait été quotidiennement confronté à la vie dans les villages et les campagnes, et serait bientôt en charge de l'action réformatrice du comité d'instruction publique, connaissait mieux que quiconque l'état déplorable de l'enseignement élémentaire dans les couches populaires, à Paris et en province⁵⁷. Il eût apprécié, sans doute, de lire la dernière partie du mémoire de cet aîné tant admiré auquel il écrirait, le 6 septembre 1788 :

Dans le poste éminent que vous occupez, Monseigneur, vous êtes exposé à entendre le langage de l'adulation. Ne croyez pas que je veuille capter votre bienveillance par des éloges dus au vrai mérite mais dictés par un motif que le vrai mérite repousserait avec indignation. J'ai la fierté de la vertu et je dédaignerais la protection du Ministre d'État, si je ne vénérerais dans Malesherbes le philosophe éclairé, le véritable ami des hommes.⁵⁸

- 45 Le sixième article est en effet consacré aux écoles du peuple et constitue, pour l'auteur, une priorité indiscutable dans la réorganisation scolaire. Il occupe près d'un dixième de l'ensemble et laisse transparaître la colère de l'humaniste, trop souvent confronté au mépris de ses semblables pour les plus démunis. Dans sa lettre à Breteuil, Malesherbes affirmait : « l'objet de ce mémoire n'[est] que de discuter les idées du président Rolland »⁵⁹. Qu'il nous soit permis de nuancer l'affirmation et même de le contredire. On connaît son art consommé de dissimuler ses véritables intentions lorsqu'il l'estime utile. À aucun moment, Rolland d'Erceville ne remet en question la nécessité d'une instruction primaire destinée aux classes populaires. Au contraire ! « La science de lire et d'écrire, qui est la clef de toutes les autres sciences, doit être universellement répandue, martelait-il. [...] Le laboureur qui a reçu une sorte d'instruction n'en est que plus attentif et plus habile. »⁶⁰ Pourquoi Malesherbes aurait-il donc jugé important de *discuter* un principe auquel il était tout acquis ? C'est qu'il destine ses coups de griffe à d'autres échettes. Nous en sommes convaincue, il nous livre ici une réponse acérée à l'*Essai* de La Chalotais et, de manière posthume, à Voltaire. Pas au défenseur des Calas, à l'apôtre de la tolérance religieuse, qu'il respecte et admire, à l'écrivain qu'il célèbre sans réserve, mais à l'homme cynique, mesquin et louvoyant qu'il a appris à connaître, au *capitaliste* sans scrupule qui spéculait sur la traite des êtres humains, au propriétaire terrien qui réserve ses lumières aux puissants et à l'élite intellectuelle, alors qu'il entretient sciemment ses domestiques dans une ignorance servile : « Je veux que mon procureur, mon tailleur, mes valets, ma femme même croient en Dieu ; et j'imagine que j'en serai moins volé et moins cocu »⁶¹ !

- 46 Relisons ce que nous dit Malesherbes. L'extrait est un peu long, mais il mérite qu'on s'y arrête :

Bien des gens ont aussi sur [l'éducation du peuple] un préjugé funeste. Ils disent qu'il serait à désirer que le paysan ne sût pas lire et écrire, parce que celui qui a acquis cette connaissance devient un chicaneur qui tourmente ses voisins et son seigneur. Un pareil sentiment ne peut être qu'un reste de barbarie féodale. Mais

quoiqu'il me semble qu'on doive être révolté de la seule proposition, elle mérite d'être réfutée, parce qu'on cite le témoignage de beaucoup de gentilshommes vivant dans leurs terres, et de beaucoup de juges ou praticiens de campagne qui attestent d'après leur expérience que tel est l'effet des écoles où on apprend à lire et écrire. [...] Si un paysan chicanier fait des procès à ses voisins, ou les induit par ses mauvais conseils à des procès qui les ruinent, ce n'est pas parce qu'il sait lire et écrire, c'est parce qu'il est le seul du village qui le sache. Ces paysans dangereux qu'on nomme *des coqs de village* perdraient tout leur crédit si les autres en savaient autant qu'eux. Quant aux procès qu'un paysan fait à son seigneur, et aux disputes qu'il ose élever contre le bailli ou le tabellion, je suis bien éloigné de regarder cela comme un mal. Le seigneur et le praticien peuvent se défendre, et un mal bien plus réel est que le seigneur ou le bailli puisse abuser de l'ignorance du paysan pour lui faire des injustices.

Dans ces fameux temps de la chevalerie, dont on entend louer la simplicité, la loyauté et la courtoisie, les nobles croyaient pouvoir traiter les vilains à peu près comme des bêtes de somme ou comme les Lacédémoniens, dont on vante aussi la vertu, traitaient les hilotes. Alors la noblesse abusait du droit exclusif de porter les armes pour assommer les paysans.

Cela est un peu passé de mode, soit parce que les lettres et la société des villes ont adouci les mœurs, soit parce que nous avons eu quelques rois assez éclairés et assez vertueux pour mettre les roturiers sous la sauvegarde des lois.

Mais à cette tyrannie a succédé celle des gens de plume qui abusent de l'avantage exclusif de savoir lire et écrire pour opprimer les pauvres et les ignorants. Aujourd'hui que tous les gens bien élevés savent lire et écrire, ils font à cet égard cause commune avec les gens de loi, d'autant plus qu'ils ont des gens instruits dans la loi pour les guider dans leurs affaires. Ce sont eux qui trouvent les écoles nuisibles dans les campagnes sous prétexte qu'il est à craindre que le paysan ne devienne chicanier ; mais dans la vérité le seigneur de terre aime mieux que le paysan ne puisse pas défendre sa propriété et le praticien qu'il ne puisse la défendre que par son ministère et suivant ses conseils.⁶²

47 Voyons maintenant ce que soutenait La Chalotais :

N'y a-t-il pas trop d'écrivains, trop d'académies, trop de collèges ? Autrefois il était difficile d'être savant, faute de livres : maintenant la multitude de livres empêche de l'être. On peut dire, comme Tacite : *Ut multarum rerum, sic litterarum intemperantia laboramus*. Il n'y a jamais eu tant d'étudiants dans un royaume où tout le monde se plaint de la dépopulation. Le peuple même veut étudier ; des laboureurs, des artisans envoient leurs enfants dans les collèges des petites villes, où il en coûte peu pour vivre ; et quand ils ont fait de mauvaises études qui ne leur ont appris qu'à dédaigner la profession de leurs pères, ils se jettent dans les cloîtres, dans l'état ecclésiastique, ils prennent des offices de justice, et deviennent souvent des sujets nuisibles à la société. *Multorum manibus egent, res humanae, paucorum capita sufficiunt*. [...] Le bien de la société demande que les connaissances du peuple ne s'étendent par plus loin que ses occupations. Tout homme qui voit au-delà de son triste métier, ne s'en acquittera jamais avec courage et avec patience. Parmi les gens du peuple il n'est presque nécessaire de savoir lire et écrire qu'à ceux qui vivent par ces arts, ou à ceux que ces arts aident à vivre⁶³.

48 Voltaire exulte. Voilà une saine doctrine ! Il félicite son illustre correspondant et ne ménage pas ses éloges :

49 Je ne puis trop vous remercier, Monsieur, de me donner un avant-goût de ce que vous destinez à la France. Pour former des enfants, vous commencez par former des hommes. Vous intitulez l'ouvrage : *Essai d'un plan d'études pour les collèges* ; et moi, je l'intitule : *Instruction d'un homme d'État pour éclairer toutes les conditions*. Je trouve toutes vos vues utiles. Que je vous salue bon gré, Monsieur, de vouloir que ceux qui instruisent

les enfants en aient eux-mêmes ! Ils sentent certainement mieux que les célibataires comment il faut instruire l'enfance et la jeunesse. Je vous remercie de proscrire l'étude chez les laboureurs. Moi, qui cultive la terre, je vous présente requête pour avoir des manœuvres, et non des clercs tonsurés. Envoyez-moi surtout des frères ignorants pour conduire mes charrues ou pour les atteler. Je tâche de réparer sur la fin de ma vie l'inutilité dont j'ai été au monde ; j'expie mes vaines occupations en défrichant des terres qui n'avaient rien porté depuis des siècles. Il y a dans Paris trois ou quatre cents barbouilleurs de papier, aussi inutiles que moi, qui devraient bien faire la même pénitence.⁶⁴

- 50 La lettre de 1766 à Damilaville est célèbre et chante le même concert :
- 51 Je crois que nous ne nous entendons pas sur l'article du peuple, que vous croyez digne d'être instruit. J'entends, par peuple, la populace qui n'a que ses bras pour vivre. Je doute que cet ordre de citoyens ait jamais le temps ni la capacité de s'instruire ; ils mourraient de faim avant de devenir philosophes. Il me paraît essentiel qu'il y ait des gueux ignorants. Si vous faisiez valoir, comme moi, une terre, et si vous aviez des charrues, vous seriez bien de mon avis. Ce n'est pas le manœuvre qu'il faut instruire, c'est le bon bourgeois, c'est l'habitant des villes : cette entreprise est assez forte et assez grande⁶⁵.
- 52 Comment ne pas être frappé par la similitude des images, fréquentes sous la plume du Patriarche ? Comment ne pas l'identifier avec ces *gens de plume* arrogants montrés du doigt dans la citation précédente et accusés d'entretenir des *restes de barbarie féodale* ?
- 53 La France est en retard de deux siècles sur les autres nations : l'analphabétisme est communément répandu dans un pays qui est censé incarner la république des lettres. Les conversations que Malesherbes a eues avec Benjamin Franklin et les colons américains ne laissent subsister aucun doute : partout ailleurs, les couches populaires sont capables de lire et d'écrire alors que les Français balbutient. Pour remédier à cette situation dramatique, il faut cette fois encore déléguer l'instruction aux pouvoirs locaux, seigneurs et communautés. Qu'on prévoie pour les gens du peuple et les paysans des livres très courts, « non dans le style des savants, mais dans des termes qu'ils puissent entendre »⁶⁶, qu'on les publie dans des almanachs, moins onéreux que les livres, qu'on fasse appel aux journaux :
- En France je connais un homme de bien qui vit avec les paysans de son pays et s'occupe beaucoup de les instruire. Il a remarqué que ceux qui savent lire n'ont que deux livres, le livre de prières et l'almanach qu'ils lisent et relisent quand ils n'ont rien à faire. Lorsque pour ses voyages, ses lectures et ses propres expériences, il découvre quelque chose qu'il croit utile aux paysans de son pays, il le rédige en style très court et très simple et l'envoie à l'auteur de l'Almanach pour l'y insérer l'année suivante. D'après ces exemples, on pourrait faire pour toutes les provinces des almanachs et ensuite des journaux à l'usage des paysans qui, pendant la génération présente, instruiraient ceux qui savent lire, et feraient connaître à tous les autres l'utilité de la lecture.⁶⁷
- 54 Malesherbes n'est pas dupe, le gouvernement ne s'en occupera jamais – « il est bien rare qu'on s'occupe d'une amélioration dont on ne recueillera le fruit quand dans deux ou trois générations », les choses n'ont pas vraiment changé –, il est donc indispensable qu'on désigne une administration qui s'y attèle :
- 55 Cette dernière réflexion semble m'avoir entraîné bien loin de mon sujet. Je ne crois pas cependant qu'elle y soit étrangère ; car si ces corps représentants avaient été établis dans le royaume depuis assez longtemps pour y avoir acquis la consistance qu'ils

doivent avoir, on aurait été bien moins embarrassé dans le temps du remplacement des jésuites, le Parlement n'aurait pas eu tant de peines à se donner, et aujourd'hui que dans quantité d'ouvrages on parle de perfectionner l'éducation de la nation, ce que je crois très différent d'une éducation nationale, on y travaillerait à l'envi dans toutes les provinces, et tôt ou tard on prendrait les meilleurs⁶⁸.

- 56 Telle est la conclusion de son mémoire. Elle annonce ses travaux à venir, le *Mémoire sur la situation présente des affaires en juillet 1788*, véritable testament politique qu'il laisse à Louis XVI, au sortir de sa charge : pour sauver le pays, avertissait-il, il est indispensable qu'on établisse une assemblée permanente de représentants de l'État, démocratiquement élus, et qu'on donne enfin une nouvelle Constitution à la France⁶⁹. On sait l'accueil qui fut réservé à ses prières, ses projets de réforme de l'éducation ne rencontrèrent pas davantage l'écoute qu'ils méritaient. Plus personne ne parla jamais de son mémoire...

NOTES

1. Lettre de Chrétien-François II de Basville à son cousin Malesherbes, archives du château de Rosambo, 263A9, carton 14, *Mémoires sur les universités*, dossier 1. Nous modernisons l'orthographe et la ponctuation dans l'ensemble de cet article.
2. Sur les remontrances de 1771, on consultera l'excellente introduction d'Élisabeth Badinter, dans *Les « Remontrances » de Malesherbes. 1771-1775*. L'ouvrage a été réédité chez Tallandier en 2008. Nous renvoyons également pour tous les détails biographiques évoqués ci-dessous à notre édition critique *Malesherbes à Louis XVI, ou les avertissements de Cassandre*, Paris, Tallandier, 2010.
3. Pour une étude approfondie de l'organisation des études dans l'ancienne France, on se reportera à l'ouvrage déjà ancien de Louis Liard, *Universités et Facultés* (Paris, Armand Colin, 1890), ainsi qu'au *Nouveau dictionnaire de pédagogie et d'instruction primaire* de Fernand Buisson (Paris, Hachette et C^{ie}, 1911). On consultera encore l'*Histoire critique des doctrines de l'éducation en France depuis le seizième siècle* de Gabriel Compayré (Paris, Hachette, 1879) et, plus récemment Laurence W. B. Brockliss, *French Higher Education in the Seventeenth and Eighteenth Centuries : a Cultural History*, Oxford, Clarendon Press, 1987, 544 p ; François Lebrun, Jean Quéniart et Marc Venard (dir.), *Histoire générale de l'enseignement et de l'éducation en France, 1480-1789*, tome II « De Gutenberg aux Lumières », Paris, Perrin, 2003.
4. Lettre à Sophie Volland, 12 août 1762, in dans Diderot, *Correspondance*, éd. recueillie par Georges Roth établie et annotée par Georges Roth et Jean Varloot, Paris, Édition de Minuit, 1955-1970, tome IV, p. 98-99.
5. Lettre de d'Alembert à Voltaire, 6 avril 1764 (D 11814). Tous les extraits de la correspondance de Voltaire renvoient à l'édition Besterman (*Correspondence and Related Documents. Definitive Edition* by Theodore Besterman. Oxford, Voltaire Foundation, 1971-1977, 51 vol.), les lettres sont référencées par la lettre D suivie du numéro de la lettre.
6. *Compte rendu des constitutions des jésuites*, par M. Louis-René de Caradeuc de La Chalotais, procureur général du roi au parlement de Bretagne, les 1, 3, 4 et 5 décembre 1761, en exécution de l'arrêt de la cour du 17 août précédent, s.l., 1762.
7. Lettre de d'Alembert à Voltaire, 31 mars 1762 (D 10398). Le 17 mai, Voltaire envoie ce billet à La Chalotais : « J'étais à la mort, Monsieur, lorsque j'ai reçu la lettre dont vous m'avez honoré ; je

souhaite de vivre pour voir les effets de votre excellent *Compte rendu*. Je ne savais pas que vous m'eussiez fait l'honneur de me l'envoyer, et que j'avais deux remerciements à vous faire : celui d'avoir éclairé la France, et celui de vous être ressouvenu de moi. Votre réquisitoire a été imprimé à Genève, et répandu dans toute l'Europe avec le succès que mérite le seul ouvrage philosophique qui soit jamais sorti du barreau. Il faut espérer qu'après avoir purgé la France des jésuites, on sentira combien il est honteux d'être soumis à la puissance ridicule qui les a établis. Vous avez fait sentir bien finement l'absurdité d'être soumis à cette puissance, et le danger, ou du moins l'inutilité de tous les autres moines, qui sont perdus pour l'État, et qui en dévorent la substance. » (D 10447)

8. *Essai d'éducation nationale, ou Plan d'études pour la jeunesse, par Messire Louis-René de Caradeuc de La Chalotais, s.l., 1763.*

9. *Ibid.*, p. 6.

10. Lettre à La Chalotais, 6 novembre 1762 (D 17095).

11. Voir Gabriel Compayré, *op. cit.*, *passim*.

12. L'ouvrage fondamental de Pierre Grosclaude, *Malesherbes, témoin et interprète de son temps* (Paris, Fishbacher, 1961), et son supplément *Malesherbes et son temps (suite). Documents inédits* (Paris, Fishbacher, 1964), demeure à ce jour une référence incontournable. Le chapitre IV « Les idées de Malesherbes sur l'éducation (1780-1783) » est tout entier consacré aux travaux dont il est ici question. Nous y ferons de constantes allusions mais nous renverrons directement aux originaux qu'il nous a été permis de consulter. Nous tenons cette fois encore à remercier Francesca de Rosanbo pour sa confiance et l'accès illimité aux sources manuscrites qu'elle et feu son mari m'ont accordé.

13. Lettres citées par Pierre Grosclaude, *Malesherbes, témoin et interprète de son temps [...]*, *op. cit.*, p. 450.

14. Nous renvoyons pour cela à Pierre Grosclaude, *op. cit.*, *passim*.

15. *Recueil de plusieurs des ouvrages de Monsieur le Président Rolland, imprimé en exécution des délibérations du bureau d'administration du collège Louis-Le-Grand, des 17 janvier & 18 avril 1782*, Paris, P.G. Simon et N.H. Nyon, 1783.

16. Nous utiliserons respectivement les abréviations D4 et D5 pour les désigner dans les notes. Le foliotage est de main inconnue et probablement assez tardif.

17. Pierre Grosclaude, *Malesherbes et son temps*, *op. cit.*, p. 1697-173.

18. Les arguments de Pierre Grosclaude (*op. cit.*, p. 168-169) sont convaincants. La date de juin 1787 indiquée sur le manuscrit est en contradiction avec le contenu de la lettre : c'est Miromesnil (et non Lamoignon) qui était alors vraisemblablement garde des Sceaux. Or, ce dernier fut congédié par Louis XVI le 9 avril. La lettre à Breteuil est donc très probablement antérieure.

19. *Op. cit.*, p. 169. Les mots en italique dans les citations de cette lettre sont de Grosclaude. Ils signalent que le mot est incertain en raison de l'écriture compliquée de l'auteur.

20. *Ibid.*, p. 170.

21. *Ibid.*

22. *Ibid.*, p. 171.

23. *Ibid.*, p. 172.

24. *Ibid.*, p. 173.

25. Pendant toute sa carrière de magistrat et de ministre, Malesherbes devra se résoudre à voir ses conseils négligés par ceux qui pourtant les sollicitaient. À ce propos, on relira notre introduction à *Malesherbes à Louis XVI*, *op. cit.*, *passim*, ainsi que les notes de l'appareil critique.

26. D4, feuillet 90 et D5, feuillet 101.

27. D4, feuillet 33 et D5, feuillet 38.

28. D4, feuillet 2 et D5, feuillet 2, autographe.

29. Sur ces questions, on se reportera aux travaux de Pierre Grosclaude, « Malesherbes et l'Encyclopédie », *Revue des sciences humaines*, 1958, p. 351-380 et Jean-Jacques Rousseau et

Malesherbes, Documents inédits, Paris Fischbacher 1960, et à l'édition de Barbara de Negroni *Correspondance : Jean-Jacques Rousseau, Chrétien-Guillaume De Lamoignon De Malesherbes*, Paris, Flammarion, 1991. On se reportera également à l'édition critique des *Mémoires sur la librairie. Mémoire sur la liberté de la presse* par Roger Chartier, s.l., Imprimerie nationale, 1994.

30. Voir Jean-Luc Nyon, *Catalogue des livres de la bibliothèque de feu Chrétien-Guillaume Lamoignon-Malesherbes*, Paris, Nyon Aîné, 1797.

31. Le *Plan d'une Université ou d'une Éducation publique dans toutes les sciences*, rédigé par Diderot entre 1774 et 1775 à la demande de Catherine II, ne fut pas publié du vivant de l'auteur mais il est très probable que Malesherbes en ait eu partiellement connaissance par les échos qui y étaient faits dans la correspondance du temps.

32. Archives du château de Rosanbo, 263A9, carton 14, *Mémoires sur les universités*, dossier 1, première lettre.

33. D4, feuillets 33-34 et D5, feuillets 38-39.

34. Malesherbes, *Lettre au comte de Sarsfield*, 28 novembre 1766, cité par Gr. II, p. 41.

35. Lettre à François-Antoine de Boissy d'Anglas, 22 novembre 1790, dans Boissy d'Anglas, *op. cit.*, p. 217.

36. D4, feuillet 7 et D5, feuillets 7 et 8.

37. Il n'est pas possible de développer ici les idées de Malesherbes en matière de religion. Rappelons seulement que son père lui reprochait déjà son caractère indiscipliné et son esprit d'indépendance : « J'ai une véritable douleur de votre inattention dans les exercices de la religion. [...] Plus votre caractère m'est connu, plus il me cause de frayeurs et d'alarmes », « l'indocilité a été jusques ici un de vos plus grands défauts, les talents naturels que vous vous sentez et qu'on ne peut pas vous refuser vous persuadent que vous ne manquez de rien, que l'expérience vous est inutile et qu'il vous sera toujours facile de réparer ce que le défaut de travail et d'attention vous aura fait commettre de fautes. » (*Lettre exhortative de Monsieur de Lamoignon à M. de Malesherbes son fils*, 16 avril 1737, *passim*. Archives du château de Rosanbo, 263 AP, carton 4, dossier 5). Ses travaux sur la citoyenneté des protestants puis des Juifs excluent chez lui toute forme d'intégrisme. Il écrit ici en homme d'État.

38. Malesherbes, *Mémoires sur la librairie*, *op. cit.*, troisième mémoire sur la librairie « Sur les livres qu'on doit permettre ou tolérer », p. 99.

39. D4, feuillet 9 et D5, feuillets 9 et 10.

40. D4, feuillet 7, D5, feuillet 7.

41. *Ibid.*

42. D4, feuillets 11-12, D5, feuillet 12.

43. D4, feuillet 28 et D5, feuillet 33.

44. D4, feuillet 41 et D5, feuillet 47. Malesherbes évoque également d'autres exemples européens, en particulier la Pologne et l'Angleterre.

45. D4, feuillet 46 et D5, feuillet 53.

46. D4, feuillets 55-56 et D5, feuillets 63-64.

47. D4, feuillet 49 et D5, feuillet 56.

48. D4, feuillet 51 et D5, feuillets 58-59.

49. *Ibid.*

50. Le Collège Royal avait en effet été réuni à l'Université en 1773. La réforme avait été menée par le duc de la Vrillière et mise en place sous le ministère de Malesherbes à la Maison du Roi. Il était donc bien placé pour savoir comme les choses s'étaient passées. À ce propos, on consultera *La politique des chaires au Collège de France*, sous la direction de Wolf Feuerhahn, Paris, Belles-Lettres, 2017, p. 63.

51. *Essai d'éducation nationale*, *op. cit.*, p. 27 sq. On reviendra sur ce point dans la dernière partie de cet article.

52. D4, feuillet 63 et D5, feuillets 71-72.

53. Sur les voyages de Malesherbes dans les provinces françaises, on relira Pierre Grosclaude, *op. cit.*, deuxième partie, chapitre VI, p. 499-535. On verra en outre *Les voyages de monsieur de Malesherbes [dans le Sud-Ouest]. Le regard d'un homme exceptionnel sur l'Aquitaine du XVIII^e siècle*, [Pau], CAIRN, 2013.
54. D4, feuillet 81 et D5, feuillet 92.
55. D4, feuillet 83 et D5, feuillet 94.
56. Le mémoire sera publié en 1789 sous le titre *Essai sur la régénération physique, morale et politique des juifs : ouvrage couronné par la Société royale des sciences et des arts de Metz, le 23 août 1788, par M. Grégoire, curé du diocèse de Metz, actuellement de la même Société*, Metz, Devilly, 1789.
57. Sur l'abbé Grégoire, voir Rita Hermon-Belot, *L'abbé Grégoire, la politique et la vérité*, préface de Mona Ozouf, Paris, Seuil, 2000, et Jean Dubray, *La pensée de l'abbé Grégoire : despotisme et liberté*, Oxford, Voltaire Foundation, 2008.
58. Lettre d'Henri Grégoire, citée par Pierre Grosclaude, *op. cit.*, p. 647-648.
59. Lettre à Breteuil, *op. cit.*, p. 171.
60. Barthélemy-Gabriel Rolland d'Erceville, cité par Gabriel Compayré, *op. cit.*, p. 263.
61. Voltaire cité par Roland Mortier, « Voltaire et le peuple », dans *Le Cœur et la Raison*, Oxford, Voltaire Foundation, 1990, p. 100.
62. D4, feuillets 84-86 et D5, feuillets 95-96.
63. *Essai d'éducation nationale*, *op. cit.*, p. 27-28.
64. Lettre de Voltaire à La Chalotais, 28 février 1763 (D 11051).
65. Lettre à Damilaville, 1^{er} avril 1766 (D13249). Sur cette question, on renverra à l'article de Roland Mortier, « Voltaire et le peuple », in *Le Cœur et la Raison*, Oxford, Voltaire Foundation, *op. cit.*, p. 89-103.
66. D4, feuillet 90 et D5, feuillet 101.
67. *Ibid.*
68. D4, feuillet 92 et D5, feuillet 103.
69. Cf. *Malesherbes à Louis XVI ou les avertissements de Cassandre*, *op. cit.*

RÉSUMÉS

En 1780 et 1783, le président Lamoignon écrit à son cousin Malesherbes pour connaître son opinion. Les parlements ont l'intention de procéder à une réorganisation des études et de l'Université en organisant envisageant une éducation nationale. Ce projet est-il judicieux ? Malesherbes répond sans hésiter par la négative. La chose a de quoi surprendre quand on connaît les idées libérales et humanistes du magistrat. Le paradoxe n'est qu'apparent : le projet d'éducation nationale proposé est un mirage qui dissimule les prétentions de l'Université, bien décidée à récupérer son monopole et ses privilèges. Dans cet article, on exposera les raisons qui conduisent l'homme d'état à opposer une voix dissonante à l'apparent consensus qui appelle de ses vœux une éducation nationale. Sa réflexion, d'une étonnante modernité, s'inscrit dans la ligne de ses autres travaux. Confirmant sa méfiance envers l'esprit de corps et l'abus des privilèges, elle témoigne de son souci constant du bien général et de l'équité.

In 1780 and 1783, President Lamoignon wrote to his cousin Malesherbes to know his opinion. The Parliaments intend to reorganize their studies and University by organizing a National Education. Is this project wise? Malesherbes responds without hesitation in the negative. This is

surprising when one knows the liberal and humanist ideas of the magistrate. The paradox is only apparent: the proposed national education project is a mirage that conceals the pretensions of the University, determined to recover its monopoly and privileges. In this article, we will explain the reasons that lead the statesman to oppose a dissonant voice to the apparent consensus that calls for a national education. His reflection, surprisingly modern, is in line with his other work. Confirming his mistrust of the esprit de corps and the abuse of privilege, she testifies to his constant concern for the general good and fairness.

INDEX

Keywords : Malesherbes, learning, national education, reformation, liberalism

Mots-clés : Malesherbes, enseignement, éducation nationale, réformes, libéralisme

AUTEUR

VALÉRIE ANDRÉ

FRS/FNRS Université libre de Bruxelles